



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/385

29 novembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 69 de l'ordre du jour

TENDANCES A LONG TERME DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DES REGIONS DU MONDE

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Ibrahim Suleiman DHARAT (Jamahiriya arabe libyenne)

1. A sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation du Bureau, d'inscrire à son ordre du jour le point intitulé "Tendances à long terme du développement économique des régions du monde" et de le renvoyer à la Deuxième Commission.
2. La Deuxième Commission a examiné la question de sa 3ème à sa 18ème séance, tenues entre le 28 septembre et le 14 octobre, et à ses 50ème et 51ème séances, tenues le 18 et le 22 novembre, respectivement. Les débats de la Commission sont résumés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/32/SR.3 à 18, 50 et 51).
3. Aux fins de l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Conseil économique et social 1/ (chap. II, sect. H).
4. A la 50ème séance, le 18 novembre, le représentant de la Pologne a présenté un projet de résolution intitulé "Examen des tendances à long terme du développement économique" (A/C.2/32/L.36), qu'il a révisé oralement et dont les auteurs étaient : le Bangladesh, la Colombie, Cuba, l'Egypte, la Grèce, l'Inde, l'Irak, Madagascar, le Nigeria, l'Ouganda, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République arabe syrienne, la République démocratique allemande, le Togo et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, auxquels se sont joints ultérieurement la Finlande, la Mongolie, le Nicaragua et le Surinam.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 3 (A/32/3).

5. Les modifications présentées oralement par le représentant de la Pologne au nom des auteurs étaient les suivantes :

a) Au deuxième alinéa du préambule, ajouter l'expression "l'instauration du nouvel ordre économique international et également dans ce contexte" entre les mots "devraient favoriser" et les mots "des négociations", et ajouter les mots "entre autres" entre le mot "portant" et les mots "sur le commerce";

b) Au quatrième alinéa du préambule, ajouter les mots "selon les besoins" après le terme "d'utiliser";

c) Au paragraphe 2 du dispositif, ajouter l'expression "en insistant particulièrement sur la période allant jusqu'en 1990" à la fin du paragraphe;

d) Au paragraphe 3 du dispositif, ajouter les mots "comme il convient" après les mots "de tenir compte";

e) Au paragraphe 6 du dispositif, remplacer la deuxième partie du paragraphe par le texte suivant : "... à répondre aux demandes d'information qui pourraient leur être présentées...".

6. A la 51ème séance, le 22 novembre, le représentant du Mexique a proposé de modifier le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (A/C.2/32/L.36) en ajoutant, à la fin du paragraphe, les mots "et sur les problèmes des pays en développement". Cette modification a été acceptée par le représentant de la Pologne au nom des auteurs du projet de résolution.

7. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution (A/C.2/32/L.36), tel qu'il avait été révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 8 ci-après). Le représentant de la Chine a fait une déclaration.

RECOMMANDATION DE LA DEUXIEME COMMISSION

8. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Examen des tendances à long terme du développement économique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

/...

Reconnaissant que les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies comme suite à la résolution 3508 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1975, intitulée "Examen des tendances à long terme du développement économique des régions du monde", et qui devront être poursuivies et élargies en application de la résolution 2090 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1977, devraient favoriser l'instauration du nouvel ordre économique international et également, dans ce contexte, des négociations économiques internationales portant entre autres sur le commerce, les produits primaires, les problèmes de l'alimentation, l'industrialisation, les problèmes monétaires et les autres questions d'importance primordiale pour le développement économique et social à l'échelle mondiale,

Considérant que les études régionales nécessaires devraient être conçues de façon à aboutir à des conclusions pratiques sur l'expansion de la coopération économique au niveau tant régional qu'international,

Considérant également qu'il est nécessaire d'étudier les perspectives à long terme du développement économique et social des diverses régions du monde et de l'ensemble du monde, dans le but, notamment, d'utiliser, selon les besoins, les résultats de ces études lors de l'élaboration de la nouvelle stratégie internationale du développement,

Notant que les études et les projections relatives aux tendances à long terme, ainsi que leurs conséquences pour les politiques de développement, seront examinées par le Comité de la planification du développement à sa quatorzième session,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport que le Secrétaire général a établi, conformément au paragraphe 3 de la résolution 3508 (XXX) de l'Assemblée générale, au sujet des tendances à long terme du développement économique des diverses régions du monde et de leurs rapports mutuels 2/, ainsi que des études des commissions régionales qui sont annexées à ce rapport 3/;

2. Approuve la résolution 2090 (LXIII) du Conseil économique et social, en particulier le paragraphe 4, où il recommande d'entreprendre, sur la base des études régionales en cours, les préparatifs en vue de l'élaboration d'une perspective socio-économique générale du développement de l'économie mondiale jusqu'en l'an 2000, en insistant particulièrement sur la période allant jusqu'en 1990 et sur les problèmes des pays en développement;

2/ E/5937 et Corr.1.

3/ E/5937/Add.1 et Corr.1 et 2; E/5937/Add.2 à 4 et Add.4/Corr.1.

3. Réaffirme la nécessité de tenir compte comme il convient des perspectives à long terme, régionales et mondiales, du développement économique et social au cours de la phase préparatoire et de l'élaboration de la nouvelle stratégie internationale du développement;

4. Prie le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, le rapport d'activité mentionné dans la résolution 2090 (LXIII) du Conseil;

5. Décide d'examiner l'état d'avancement de l'examen des tendances économiques à long terme à sa trente-quatrième session en tant que point distinct de l'ordre du jour;

6. Invite tous les Etats, ainsi que les organisations, organes et organismes intéressés du système des Nations Unies, à répondre aux demandes d'information qui pourraient leur être présentées à l'occasion de l'application de la présente résolution.
